

CIRCULATION DIFFÉRENCIÉE

La préfecture de la Haute-Garonne va mettre en place lundi la circulation différenciée à Toulouse avec des mesures contre les véhicules les plus polluants, « identifiés sur la base du dispositif Crit'Air ».

778 000

C'est le nombre de New-Yorkais qui, depuis le lancement en 2013 du réseau libre-service Citi Bike, font du vélo. Soit 250 000 de plus qu'il y a cinq ans.

Une planète et des hommes

Il s'étaient venus nombreux, hier, au Havre (Seine-Maritime), pour écouter le premier ministre, Édouard Philippe, qui ouvrait les assises de la mer, événement rassemblant les acteurs de l'économie maritime. On allait voir ce que l'on allait voir puisqu'il était annoncé des propositions concrètes pour redonner à la France sa place dans le concert mondial de cette économie. Le moins que l'on puisse dire, c'est que tous ceux qui attendaient un discours de spécialiste de la part de l'ancien maire du Havre ont été déçus : « C'était très généraliste. Nous espérions autre chose de sa part, avec des propositions concrètes sur l'avenir car il y a une urgence. Nous pensions que nous allions gagner du temps, c'est loin d'être le cas », a réagi Jean-Paul Lecoq, député communiste de Seine-Maritime.

Se désengager au profit du secteur privé

Car Édouard Philippe a eu beau constater que « la France n'a pas un trafic maritime digne de sa façade maritime », ces seules réponses, à cette évidence partagée par tous, ont été l'annonce de la future création de deux missions. L'une portera sur les ports de l'axe Seine, Le Havre, Rouen et Paris. Réponse attendue en février 2018. L'autre - remise à l'été 2018 - s'attaquera à l'axe Méditerranée-Rhône-Saône à partir du port de Marseille. Édouard Philippe a dit vouloir « un seul port français avec trois portes d'entrée » avec, en solution, une unification des systèmes logistiques desdits ports. Très bien, mais quid ? Au travers de belles envolées, il a surtout été le porte-parole d'un discours fourre-tout, dont il ressort en premier lieu une volonté à peine dissimulée de se désengager et de laisser l'eau du bébé au secteur privé.

Alors que l'économie de la mer en France représente 2,5 fois celle de l'automobile, avec un chiffre d'affaires estimé à 70 milliards d'euros et 310 000 emplois hors tourisme, le premier ministre n'a affirmé aucun choix clair, urgent et ambitieux : « Pour l'instant, comme le rappelle Sébastien Jumel,



L'économie de la mer en France représente un chiffre d'affaires estimé à 70 milliards d'euros et 310 000 emplois hors tourisme. Damien Meyer/AFP

ÉCONOMIE MARITIME

Un discours sur la mer qui laisse un goût amer

Présent hier aux assises de l'économie de la mer, Édouard Philippe a beaucoup constaté mais n'a rien proposé pour donner à la France un rôle maritime d'envergure.

député communiste de Seine-Maritime, avec la logique de désengagement et d'austérité qui est à l'œuvre, on tire vers la marée basse plutôt que vers la marée haute. » Et de citer l'annonce, révélée par le quotidien *le Monde* il y a quelques jours, de la privatisation d'une partie du contrôle de la sécurité des navires. « C'est inacceptable ! Seize centres en France vérifient la conformité des navires de commerce et de pêche battant pavillon français. Plusieurs milliers

« Avec la logique d'austérité qui est à l'œuvre, on tire vers la marée basse. »

SÉBASTIEN JUMEL,
DÉPUTÉ COMMUNISTE DE SEINE-MARITIME

de visites sont conduites chaque année. Or les moyens que l'État consacre à cette mission sont insuffisants. Conséquence : après le transfert de la certification des plus gros bateaux en 2012, c'est désormais le contrôle des bâtiments de taille moyenne qui pourrait être délégué au privé. L'abandon des prérogatives de sécurité se généralise », dénonce Sébastien Jumel, inquiet aussi pour les centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (Cross), dont les moyens sont de plus en plus restreints : « Ce modèle a prouvé son efficacité, il suffit de constater la disparition des collisions en Manche. Ma crainte est que l'on en arrive progressivement à un transfert de tout ou partie de l'activité au privé. »

Outre ces questions de sécurité, c'est aussi le manque de clarté sur la question de l'éolien offshore, où les conflits d'usage entre pêcheurs et futurs producteurs n'ont toujours pas été réglés, qui interpelle. Certes, le premier ministre a expliqué vouloir simplifier les modalités d'implantation mais, comme tous les sujets abordés lors de cette première journée - développement de la recherche, formation aux métiers de la mer, etc. -, c'est d'un trait de jumelle qu'il les a balayés. ●

ERIC SERRES

Alimentation Des nanoparticules dans les aliments, mais pas sur les étiquettes

Portant symboliquement des masques de protection, des militants d'Agir pour l'environnement ont déposé, hier, quelque 200 articles alimentaires contenant ou susceptibles de contenir des nanoparticules devant le siège de la DGCCRF (Répression des fraudes), à Paris. Par cette action, l'association entend dénoncer le laxisme des autorités sur l'obligation d'étiquetage des produits alimentaires contenant ces matériaux, sous forme d'additifs notamment dans les confiseries, après qu'une analyse de la Répression des fraudes a confirmé leur présence quasi systématique. « En n'engageant pas de poursuites immédiates contre les fabricants, les pouvoirs publics continuent de dédouaner les industriels. Cette indulgence interroge l'indépendance d'une direction supposée protéger les consommateurs », insiste Stephen Kerckhove, délégué général d'Agir pour l'environnement, rappelant que leur « innocuité est loin d'être garantie ». ●

Biodiversité La pêche électrique sur le banc des accusés

La commission Pêche du Parlement européen a voté hier un texte qui ouvre la voie à la pêche électrique comme méthode conventionnelle. Cette technique consiste à étourdir électriquement les poissons pour mieux les capturer. Une méthode barbare qui fait des ravages environnementaux (effets destructeurs pour la reproduction des espèces) et sociaux, les artisans pêcheurs n'arrivant pas à lutter face aux bulldozers de la mer. « Cette conjoncture entre crise écologique et crise sociale prouve qu'il faut renoncer à ce modèle de pêche intensive au profit d'une pêche durable respectueuse du métier et de l'environnement », a déclaré l'eurodéputée écologiste Karima Delli. « C'est un piège savamment orchestré par les lobbies de la pêche, qui pensent exclusivement en termes de business et de rentabilité immédiate. » Le texte doit être soumis au vote du Parlement européen lors d'une prochaine session plénière. ●

Nucléaire Le mystère autour de la pollution radioactive toujours entier

La Russie a assuré hier qu'aucun incident n'avait touché ses installations nucléaires malgré la pollution radioactive détectée fin septembre par ses services météorologiques. Cette annonce intervient au lendemain de la confirmation par l'agence météorologique russe que des concentrations « extrêmement élevées », chiffres à l'appui, de ruthénium 106 avaient été détectées fin septembre dans le sud de l'Oural. Jusqu'à présent, Moscou démentait toute implication. Loin d'apporter des réponses, « les résultats des mesures posent question », estime la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad). « À ce jour, nous sommes toujours dans l'incertitude la plus totale. » La Criirad a interpellé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'OMS pour dénoncer leur silence et leur demander d'enquêter. ●

ALEXANDRA CHAIGNON